

PROBLEMATIK

Derrière l'affaire Barbara Butch : l'histoire d'un « progressisme » à géométrie variable au PS

Léane Alestra – 23 juillet 2026

L'interruption du set de Barbara Butch à Grenoble, dans le sillage d'une mobilisation pro-palestinienne, a déclenché une importante réaction politique et médiatique au nom de la liberté de création. Mais au-delà de la polémique immédiate, reste à comprendre pourquoi le Parti socialiste a fait de l'artiste l'un des visages privilégiés de sa politique culturelle — et ce que ce choix révèle, plus largement, de l'histoire de son rapport aux droits humains et à la manière dont il hiérarchise les libertés fondamentales qu'il prétend défendre.

Le 18 juillet 2026, lorsque Barbara Butch monte sur la scène du festival *Cabaret Frappé* organisé par la municipalité de Grenoble, elle a depuis longtemps quitté la confidentialité des nuits lesbiennes parisiennes. En quelques années, elle est devenue une figure publique adoubée par nombre d'institutions culturelles. La cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de 2024 en constitue le premier grand sacre : placée au centre du tableau « Festivité », couronne sur la tête, elle performe devant les regards du monde entier — avant de subir une campagne internationale de cyberharcèlement où les menaces de mort qu'elle reçoit portent tout à la fois une dimension antisémite, lesbophobe et grossophobe.

La mairie socialiste de Paris lui confie ensuite la direction artistique de Nuit Blanche 2026, festival artistique nocturne organisé chaque année dans la capitale et placé, pour cette édition, sous le signe de l'amour. Barbara Butch n'en assure pas seulement la programmation : elle est aussi l'égérie de sa campagne de communication. En amont du festival, son portrait s'affiche dans tout Paris pour en annoncer l'événement et inviter le public à y participer. La photographie est confiée à Pierre et Gilles, figures majeures de l'imagerie gay, qui la représentent auréolée d'un cœur fleuri et sous les traits d'une madone. Littéralement élevée au rang d'icône, elle est donnée à voir comme le visage officiel d'une idée de « l'amour » que la mairie de Paris entend célébrer.

C'est cette figure, déjà fortement investie par le pouvoir politique, qui a été contestée à Grenoble. Depuis le mois de mai, plusieurs organisations, parmi lesquelles l'antenne locale de LFI, l'Organisation de solidarité trans (OST) et Nous Toutes, demandent sa déprogrammation. Elles lui reprochent notamment d'avoir mixé, en juin 2025, à la résidence de l'ambassadeur de France à Tel-Aviv, quelques jours

après l'interception du *Madleen*, un bateau de la Flottille de la liberté qui tentait de rejoindre Gaza, en pleine guerre génocidaire menée par le gouvernement israélien.

Barbara Butch avait également signé, en mars 2026, une tribune publiée dans *Le Point* en soutien à la proposition de loi Yadan. Présenté comme un texte de lutte contre l'antisémitisme, le projet de loi entendait ouvrir la voie à la criminalisation de certaines positions antisionistes, en assimilant la contestation du caractère sioniste de l'État d'Israël à une forme renouvelée d'antisémitisme. Ses opposant·es craignaient une criminalisation de la critique des politiques menées par l'État israélien, ainsi que de certaines formes de solidarité avec la Palestine. Et soulignaient également qu'elle comportait un risque de reproduire un ressort historique de l'antisémitisme en liant la sécurité des personnes juives de France à la défense d'Israël. En effet, le texte contribuait à les assigner symboliquement à un État étranger et à entretenir le soupçon d'une loyauté nationale partagée.

À la suite d'une forte mobilisation citoyenne et politique, marquée notamment par une pétition ayant recueilli plus de 700 000 signatures, la proposition de loi est finalement retirée le 16 avril 2026, avant la fin de son examen à l'Assemblée nationale. Neuf jours plus tard, Barbara Butch revient sur la polémique dans une vidéo publiée sur son compte Instagram. Elle y explique avoir signé la tribune pour dénoncer l'antisémitisme qu'elle subit depuis l'enfance et reconnaît qu'il y a « des choses à redire » sur le texte. Elle invoque alors sa position d'artiste : « je ne suis pas juriste ou politologue, mon métier, c'est de faire danser les gens » et recentre son propos sur une défense vague de l'amour. Le 23 mai, dans un entretien accordé à France 24, elle formule plus explicitement ses regrets : « J'ai signé une tribune, je n'aurais pas dû le faire. » Une prise de distance sans préciser ce qui, dans le texte soutenu, lui semble désormais problématique.

Parmi les nombreuses personnalités ayant soutenu la très contestée proposition de loi Yadan, Barbara Butch semble constituer une cible plus accessible que les parlementaires, éditorialistes ou responsables institutionnel·les également signataires. Visage familier des milieux LGBT+, où elle bénéficie d'une aura militante, elle se produit régulièrement comme DJ dans des événements publics dont les dates et les lieux sont annoncés sur les réseaux sociaux. Cette proximité, à la fois symbolique et matérielle, fait plus facilement d'elle un point de cristallisation de la colère. En effet, une part importante des milieux queer français s'engage dans les mobilisations pour la Palestine, en dénonçant la guerre génocidaire menée à Gaza et en Cisjordanie comme [l'instrumentalisation des droits LGBT par le gouvernement israélien](#).

À Grenoble, la venue de l'artiste était combattue depuis plusieurs mois et, selon les [éléments recueillis par Mediapart](#), la municipalité composée d'une coalition de gauche, dont font partie les socialistes, avait anticipé des tensions en renforçant le dispositif policier autour du concert. Elle avait néanmoins choisi de maintenir la programmation, au nom de la liberté de création et de l'autonomie des organisateur·ices. Face à plus d'une centaine de manifestant·es, la prestation est interrompue après une vingtaine de minutes, tandis que la municipalité annonce porter plainte contre X, affirmant que des bouteilles et d'autres projectiles ont été lancés vers la scène ; dans une tribune publiée le 20 juillet dans *Le Monde*, Barbara Butch et son avocate estiment pour leur part que « l'antisionisme invoqué n'a été, à Grenoble, que le vêtement de l'antisémitisme ». Après l'interruption du concert de Grenoble, Mathieu Klein, maire socialiste de Nancy, déclare : « Face à la haine et à l'antisémitisme, tu pourras toujours compter sur mon soutien. »

Dans le même temps, Piche, *drag queen* gitane programmée juste avant Barbara

Butch, aurait, selon plusieurs témoins présent·es sur place, été prise à partie sur scène par un groupe d'hommes alcoolisés tenant des propos homophobes, sans pour autant bénéficier d'un dispositif de protection comparable. Par ailleurs, sans préjuger des qualités musicales de Barbara Butch, la place qui lui est accordée par les socialistes ne peut s'expliquer par sa seule carrière de DJ. Reste alors à comprendre pourquoi le Parti socialiste a fait d'elle un symbole de la liberté artistique, et ce qu'elle vient incarner, plus largement, dans son imaginaire libéral.

Interrogé dans le cadre de cet article, le journaliste Jean Stern, auteur de l'essai remarqué *Mirage gay à Tel Aviv* (Libertalia, 2017), résume ainsi l'enjeu : « Barbara Butch, pour un appareil socialiste chic, symbolise une forme de transgression. » Lesbienne, grosse, juive, DJ qui reprend à son compte la [très politique culture du clubbing](#), elle offre les signes visibles de subversion, qui ne sont pas accompagnés d'une parole politique susceptible de troubler l'institution qui la consacre.

L'artiste est ainsi promue comme incarnation de la lutte contre les LGBTphobies mais aussi contre l'antisémitisme, par un parti dont plusieurs figures dominantes entretiennent un amalgame particulièrement dangereux entre les Juif·ves de France et l'État d'Israël.

Lors d'un Conseil de Paris, le 4 février 2021, Anne Hidalgo affirmait ainsi que « la position qui consiste à critiquer Israël comme État dans son existence même relève [...] d'une définition de l'antisémitisme », avant de justifier cette position par le fait qu'Israël avait été créé « parce qu'il y a eu la Shoah ». C'est précisément ce « lien supposé consubstantiel entre la haine des Juifs et la haine de l'État d'Israël » que la Commission nationale consultative des droits de l'homme a dénoncé en janvier 2026. La même confusion traverse une contribution déposée lors du 81^e congrès du PS, en 2025, et signée notamment par Jérôme Guedj, Emmanuel Grégoire, Carole Delga, Laurence Rossignol, Rémi Féraud, Ariel Weil, Patrick Bloche et David Assouline. Tout en rappelant, à juste titre, que les citoyen·nes juif·ves ne sauraient être tenu·es responsables des décisions du gouvernement israélien, ses auteur·ices proposent de faire enseigner à l'école la création d'Israël afin d'en « expliciter la légitimité », d'étendre la loi Gayssot (destinée à réprimer les actes antisémites) à « l'antisionisme radical » et de disqualifier l'usage des termes « génocide », « apartheid » ou « nettoyage ethnique ».

Pour comprendre cette ligne politique du PS et la manière dont le progressisme vient enrober des intérêts militaires et économiques, il faut remonter l'histoire du parti.

La rose au fusil : l'amitié socialiste avec Israël, de Guy Mollet à François Hollande

Les relations entre la France et Israël se structurent sous la IV^e République autour d'intérêts géopolitiques, auxquels la guerre coloniale menée en Algérie donne bientôt une importance décisive. Comme le démontre l'historienne Frédérique Schillo, dans *La Politique française à l'égard d'Israël*, après avoir reconnu le nouvel État de facto le 24 janvier 1949, la France contribue progressivement au renforcement de ses capacités militaires. Cette coopération s'intensifie à partir de 1955 et connaît une accélération notable sous le gouvernement socialiste de Guy Mollet, à la [suite de l'expédition de Suez en 1956](#). La France devient alors le principal fournisseur d'armes d'Israël, tandis que les relations entre la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et le parti travailliste israélien de David Ben Gourion (le Mapai), se resserrent au sein des réseaux de l'Internationale socialiste. Comme le résume Jean Stern : « les socialistes ont joué un rôle extrêmement important dans le développement d'Israël ».

Ce soutien français à Israël répond alors à un faisceau d'intérêts. Il assure à la France

un partenaire militaire au Proche-Orient face à l'Égypte de Nasser et aux mouvements anticoloniaux arabes, tout en offrant des débouchés à son industrie d'armement. Pour éviter que cette alliance ne soit exposée aux critiques, ses promoteurs la drapent d'une légitimité morale. Israël est alors présenté en France comme un État pionnier, travailliste, moderne et démocratique. La coopération militaire peut dès lors être décrite comme l'expression concrète d'une solidarité entre socialistes.

L'arrivée au pouvoir du général de Gaulle modifie cette relation. La France impose en 1967 un embargo sur les livraisons d'armes et cherche à rééquilibrer sa politique au profit des États arabes. Mais les liens noués entre les socialistes français et israéliens ne disparaissent pas.

En mars 1982, François Mitterrand devient le premier président français à prononcer un discours devant le Parlement israélien, la Knesset. Il affirme à la fois le droit d'Israël à l'existence et la nécessité pour les Palestinien·nes de disposer d'une patrie, qui pourrait prendre la forme d'un État. Cette position condense le double mouvement qui caractérisera durablement le PS : une fidélité fondamentale à Israël, accompagnée d'une reconnaissance, plus ou moins appuyée selon les courants, des droits nationaux palestiniens. Selon Jean Stern, les années 1980 voient ainsi « la fracture s'agrandir » en France entre les soutiens les plus constants d'Israël et les responsables socialistes favorables à un engagement accru aux côtés des Palestinien·nes, parmi lesquels les ministres des Affaires étrangères Claude Cheysson et Roland Dumas.

À l'automne 2011, la demande d'admission de la Palestine à l'ONU fait éclater au grand jour cette fracture qui traverse le Parti socialiste depuis les années Mitterrand. Officiellement favorable à l'initiative palestinienne, le PS reste profondément divisé sur la portée et le calendrier d'une reconnaissance. Cette ligne de faille se retrouve au cœur de la primaire opposant François Hollande à Martine Aubry, l'un des rares moments où la politique internationale s'invite dans les débats.

Aubry défend alors la reconnaissance de l'État palestinien, sans pour autant rompre avec Israël ni soutenir les campagnes de boycott. Elle incarne néanmoins un courant davantage disposé à donner une traduction politique immédiate aux droits palestiniens. Jean Stern voit dans cette question "un des principaux points d'achoppement entre Hollande et Aubry", François Hollande incarnant l'aile la plus pro-israélienne du PS.

La victoire de François Hollande à la primaire, puis à l'élection présidentielle, permet à la ligne qu'il défendait de guider la diplomatie française. Dès novembre 2012, la France vote en faveur de l'accession de la Palestine au statut d'État observateur non membre à l'ONU. Mais ce soutien à la solution à deux États s'accompagne d'une réaffirmation appuyée de la relation franco-israélienne. Devant la Knesset, en novembre 2013, Hollande assure que l'amitié de la France pour Israël lui est « acquise » et déclare : [« La France est là. Elle est votre amie. »](#) Accompagné de six ministres et d'une importante délégation, il entend également renforcer la coopération économique, scientifique et politique entre les deux pays.

Quand Paris met Israël en scène

La mairie socialiste de Paris transpose cette politique dans le domaine culturel. Le 13 août 2015, elle organise [« Tel-Aviv sur Seine »](#) dans le cadre de Paris Plages. La journée propose des activités sportives, des stands culinaires mais aussi des DJ sets électros destinés à faire découvrir la ville israélienne.

L'opération se déroule à peine un an après l'offensive israélienne de 2014 contre Gaza, qui a tué 2 251 Palestinien·nes, fait plus de 11 000 blessé·es et déplacé près de

500 000 personnes au plus fort des bombardements. Face à la polémique suscitée par l'événement dans les milieux pro-palestiniens, Anne Hidalgo déclarait alors : « Au Moyen-Orient comme ailleurs, la doctrine de Paris est intangible : elle consiste à encourager plutôt qu'à réprimer, à échanger plutôt qu'à boycotter, à dialoguer plutôt qu'à excommunier. » Ce langage de l'amour et du dialogue permet alors à la maire d'afficher une bienveillance abstraite tout en éludant les rapports de force, les massacres encore frais et le rôle joué, quelques décennies plus tôt, par la France dans l'armement de l'État israélien. C'est d'ailleurs l'un des ressorts de l'« innocence blanche », conceptualisée par l'anthropologue néerlandaise Gloria Wekker, qui consiste à se draper dans une apparente naïveté pour mieux soustraire ses propres choix à l'examen.

Depuis octobre 2023, Anne Hidalgo mobilise régulièrement les grandes scènes symboliques de la capitale pour afficher une solidarité particulièrement appuyée envers l'État hébreu. Dès le 9 octobre, la tour Eiffel est illuminée aux couleurs du drapeau israélien ; elle ne le sera jamais du seul drapeau palestinien. En février 2024, la Ville accorde collectivement la citoyenneté d'honneur aux 135 otages encore détenus par le Hamas, une « protection symbolique » offerte par la « ville des droits humains », tandis que les portraits de plusieurs otages sont installés devant l'Hôtel de Ville. L'hommage alors promis aux civils palestiniens « qui meurent sous les bombardements incessants » prendra, trois mois plus tard, la forme bien plus discrète d'une minute de silence au Conseil de Paris, sans portraits ni protection honorifique comparable sous le mandat d'Anne Hidalgo. Cette asymétrie apparaît d'autant plus nettement à l'approche des Jeux olympiques : alors qu'elle réclame l'exclusion complète des athlètes russes — que le Comité international olympique autorisait à concourir sous bannière neutre —, elle juge toute sanction contre Israël « hors de question », au motif qu'« Israël est une démocratie », comme si l'occupation des territoires palestiniens et la privation de droits politiques de leurs habitant·es ne limitaient pas la portée de cette affirmation. De Paris Plages aux illuminations de la tour Eiffel, jusqu'aux Jeux olympiques, le spectacle est depuis longtemps mobilisé comme l'un des instruments de la diplomatie française en faveur d'Israël.

Une radicalité taillée pour l'institution

En septembre 2025, alors qu'Anne Hidalgo dirige la capitale depuis plus de onze ans, Barbara Butch apparaît pleinement intégrée à cet univers municipal. Dans le podcast *À bientôt de te revoir*, la DJ raconte avoir été mariée par la maire de Paris en personne et affirme que celle-ci lui aurait proposé, au cours de la cérémonie, de prendre la direction artistique de Nuit Blanche. Rien de moins.

Ce choix éclaire, par contraste, les formes de visibilité lesbiennes que la mairie accepte de soutenir. En effet, le 6 décembre 2023, une rencontre intitulée « Contre l'antisémitisme, son instrumentalisation et pour la paix révolutionnaire en Palestine », à laquelle devait participer Judith Butler, référence mondiale de la philosophie queer, et figure juive et lesbienne notable, était programmée au Cirque électrique, un lieu culturel du 20^e arrondissement subventionné par la Ville. La mairie est intervenue pour en obtenir l'annulation, évoquant de possibles « troubles à l'ordre public » et son refus d'être associée à certains groupes organisateurs, notamment de juifs décoloniaux. Deux ans plus tard, cette même mairie érige Barbara Butch en emblème de son progressisme LGBTQIA+.

Jean Stern explique l'attrait du PS pour la DJ en ces termes : « elle symbolise une forme de culture que le Parti socialiste ignore de bout en bout. La culture dance, techno, la fête... » Il poursuit : « le Parti socialiste voit bien qu'il y a quelque chose qui se passe autour des queers, des drag queens, des DJ, de la jeunesse », mais « il comprend pas très bien quoi, ni comment, ni qu'est-ce, ni pourquoi ».

Barbara Butch devient ainsi une médiatrice entre l'appareil socialiste et des cultures dont celui-ci demeure socialement éloigné. À peu de frais, elle lui prête une allure underground, populaire et transgressive. Et si l'esthétique de l'artiste bouscule les codes de la respectabilité institutionnelle, son discours s'inscrit sans peine dans un registre libéral et consensuel.

Jean Stern voit dans cette compatibilité une fonction politique : en restant en retrait sur la Palestine et en adoptant des positions peu susceptibles de heurter la ligne du parti, Barbara Butch offre au PS une figure lesbienne capable « de ramener les queers dans le giron global du soutien à Israël, ou au moins de la neutralité sur la question d'Israël ».

Car il y a fort à parier que, si Barbara Butch se mettait à dénoncer clairement l'occupation des territoires palestiniens et, sans détour, les crimes commis depuis des décennies par les gouvernements israéliens successifs – plutôt que de s'en tenir à un appel consensuel à l'amour, assorti d'un simple désaccord avec Benyamin Netanyahou –, elle changerait aussitôt de statut aux yeux du Parti socialiste.

Le parcours de Zineb El Rhazoui, de la consécration à la disgrâce, en offre un exemple éclairant. Ancienne porte-parole de Ni putes ni soumises et l'une des premières signataires du Printemps républicain, elle est nommée en 2015 présidente du jury du Prix de la laïcité du Comité Laïcité République, remis à l'Hôtel de Ville de Paris lors d'une cérémonie où interviennent notamment Anne Hidalgo et Manuel Valls. Longtemps portée aux nues par les milieux socialistes et républicains, elle dénonce en novembre 2023 la « barbarie israélienne » à Gaza, et le gouvernement d'extrême droite de Benyamin Netanyahou. Amine El Khatmi, ancien élu socialiste, ancien membre du conseil national du PS et cofondateur du Printemps républicain, l'interpelle alors publiquement dans un long message commençant par ces mots : « Comment peux-tu, Zineb ? » Quelques semaines plus tard, en décembre 2023, Valérie Pécresse lui retire, pour ces mêmes prises de position, le prix Simone-Veil des Trophées Elles de France, que la région Île-de-France lui avait décerné en 2019.

La consécration de Barbara Butch pourrait ainsi dessiner les contours d'une minorité exemplaire aux yeux du Parti socialiste, celle de la « bonne lesbienne », que l'institution peut reconnaître, protéger et inviter à sa table. [Son statut minoritaire est ainsi mis en spectacle.](#)

Cette mise en avant permet aussi de reléguer au second plan l'histoire peu glorieuse des socialistes concernant les droits LGBT+. Alors que François Hollande dirigeait le Parti socialiste, des militant·es LGBT+ avaient dû occuper le siège du parti pour imposer la question du mariage pour tous à son ordre du jour. Jean Stern rappelle également qu'une fois élu, Hollande avait évoqué une possible « liberté de conscience » pour les maires refusant de célébrer ces unions. Quant aux droits des personnes trans, enjeu central des mobilisations queer en France, la ligne du parti reste singulièrement indécise. Laurence Rossignol, sénatrice socialiste du Val-de-Marne et ancienne ministre des Droits des femmes, avait notamment déclaré le 7 janvier 2022, dans un entretien accordé à *Marianne* : « Il y a une offensive transactiviste contre le féminisme ».

Le Parti socialiste semble ainsi opérer un partage entre les figures LGBT+ qu'il peut reconnaître et celles qu'il tient à distance : d'un côté, les gays et les lesbiennes jugé·es modernes, respectables et compatibles avec le récit institutionnel ; de l'autre, les queers perçu·es comme trop radical·es, renvoyé·es du côté de la menace. Un mécanisme que Jasbir Puar analyse dans l'ouvrage de référence [Homonationalisme. Contre la normalisation LGBT](#). Comme le résume Jean Stern, la gauche socialiste « a peur de la nouvelle radicalité des queers ».

À force d'ériger Barbara Butch en preuve vivante de son progressisme, le PS l'a aussi

placée en première ligne, jusqu'à faire d'elle un catalyseur de critiques adressées à une orientation politique bien plus vaste qu'elle. Et, pendant que la polémique se referme sur sa personne, elle laisse intacte la fragilisation continue de la liberté de création pour les artistes racisé·es, queer et marginalisé·es — et relègue à l'arrière-plan l'essentiel : les violations persistantes du droit international par l'État israélien et les vies palestiniennes qu'elles continuent d'emporter, y compris celles d'artistes queer.